

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 30 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
                          Par porteur ou par la poste.  
                          Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
                          Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

6 juillet	— Ordonnance relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits. ( <i>Arrêté de promulgation n° 485 Cab. du 13 septembre 1943</i> ) . . . . .	502
23 juillet	— Décret fixant les attributions du commissaire aux colonies. ( <i>Arrêté de promulgation n° 486 Cab. du 13 septembre 1943</i> ) . . . . .	503
23 juillet	— Décret fixant les attributions du commissaire aux finances. . . . .	503
4 août	— Décret portant modification au décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale . . . . .	504

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

21 juin	— N° 2278 F. — Arrêté général modifiant l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté n° 3339 du 21 septembre 1942 fixant le prix de cession des flans d'argent destinés à la commercialisation des récoltes. . . . .	504
4 août	— N° 2792 T. P. — Arrêté général rapportant l'arrêté général n° 3477 T. P. du 1 <sup>er</sup> octobre 1941 accordant des avantages aux membres de la Légion française des Combattants, promulgué au Togo par arrêté local n° 471 T. P. du 1 <sup>er</sup> septembre 1943. . . . .	504
20 août	— N° 3011 CM 3. — Arrêté général modifiant l'arrêté n° 191 CM 3. du 15 janvier 1943 relatif à la mobilisation en A. O. F. et au Togo. . . . .	504

27 août	— N° 3076 sec. — Arrêté général relatif à la suppression de la péréquation à certains tissus et inouchoirs de tête, soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 487 Cab. du 14 septembre 1943. . . . .	505
27 août	— N° 3077 s. E. — Arrêté général abrogeant l'arrêté n° 492 s. E. du 4 février 1942 instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommément désignés une caisse de péréquation et de compensation pour certaines marchandises importées en A.O.F. ou de production locale, soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 487 Cab. du 14 septembre 1943 . . . . .	506
30 août	— N° 3109 F. — Arrêté général portant rattachement du service du contrôle des prix et stocks à la direction générale des finances. . . . .	507
2 septembre	— N° 3157 — Arrêté général nommant un membre fonctionnaire du conseil d'administration du Togo. . . . .	508

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

29 août	— N° 466 s. s. — Arrêté portant mesures sanitaires. . . . .	508
29 août	— N° 467 IV. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages de Biankouri dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés. . . . .	508
29 août	— N° 544 A. P. A. — Décision fixant les modalités d'exécution du programme de renforcement de la colonisation cabraise pendant l'année 1943. . . . .	508
30 août	— N° 468 A. P. A. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 254 du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle de Lomé . . . . .	509
31 août	— N° 470 A. E. — Arrêté relatif à la vente du vin ordinaire . . . . .	509

4 septembre	—	No 474 A. E. — Arrêté créant au bureau des affaires économiques une section chargée de l'action et des questions relatives aux eaux et forêts	509
4 septembre	—	No 475 cps. — Arrêté fixant le prix de l'huile d'arachides de fabrication locale	510
4 septembre	—	No 476 cps. — Arrêté modifiant l'arrêté no 244 cps. du 21 avril 1943 fixant les prix de certains articles d'importation.	510
4 septembre	—	No 477 cps. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation	510
9 septembre	—	No 572 E. — Décision autorisant les élèves des cours supérieurs à suivre un stage de travaux pratiques dans les différents services techniques du territoire	511
10 septembre	—	No 479 A. E. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat du café	511
11 septembre	—	No 480 cps. — Arrêté fixant le prix de divers articles.	510
11 septembre	—	No 481 A. P. A. — Arrêté complétant l'arrêté no 307 du 1 <sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo	511
11 septembre	—	No 482 A. E. — Arrêté portant classement du marché de Kpélé-Siko.	512
11 septembre	—	No 484 s. s. — Arrêté abrogeant l'arrêté no 466 s. s. du 29 août 1943 portant des mesures sanitaires	508
Additif au règlement intérieur en date du 10 mars 1943 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo			512
Personnel			512
Divers			514

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL DE LA GUINÉE FRANÇAISE

1943

2 mai	—	No 1316 bis A. P. A. — Arrêté fixant, pour 1943, le tarif provisoire de la journée de séjour des particuliers à l'établissement de convalescents de Dalaba (extrait)	516
-------	---	--	-----

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### Avis et communications

Domaines			516
----------	--	--	-----

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Légitimité des actes accomplis pour la Libération de la France

No 485 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

13 septembre 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits.

#### LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur la proposition du commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique, du commissaire à l'intérieur et du commissaire aux colonies;

Considérant qu'il importe de proclamer que les citoyens ayant exposé leur liberté, leur vie et leurs biens par des actes utiles à la cause de la libération de la France méritent que la légitimité de ces actes soit affirmée et que justice soit rendue à leurs auteurs injustement condamnés;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1943, organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet, constatant l'absence de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés légitimes tous actes accomplis postérieurement au 10 juin 1940 dans le but de servir la cause de la libération de la France quand bien même ils auraient constitué des infractions au regard de la législation appliquée à l'époque.

ART. 2. — En conséquence, sont suspendues toutes poursuites exercées et seront soumises à révision toutes condamnations prononcées par des juridictions répressives, civiles ou militaires, intervenues pour des faits postérieurs au 10 juin 1940 dans les affaires se rapportant soit à la reprise de la guerre par la France, soit à des faits de prise de service ou de tentative de prise de service dans les armées françaises ou alliées, soit à des services rendus à la résistance française ou aux puissances alliées, quelle que soit la nature de l'infraction commise.

Les personnes qui se trouveraient présentement privées de leur liberté pour des faits qui, manifestement, relèvent de l'alinéa premier seront instantanément élargies sur l'ordre du procureur de la République.

ART. 3. — Les dossiers seront examinés par des chambres spéciales constituées comme dit à l'article 4 qui devront vérifier que les faits incriminés se rapportent exclusivement aux charges définies ci-dessus et, en cas d'affirmative, prononcer l'arrêt des poursuites ou la révision.

ART. 4. — Dans chaque ressort de cour d'appel, la chambre de révision est constituée par :

le premier président de la cour d'appel,  
et les deux conseillers à la cour les plus anciens.

Les fonctions de ministère public seront remplies par le procureur général, celles de greffier par le greffier de la cour d'appel.

ART. 5. — La chambre de révision peut être saisie par le procureur général d'office ou, dans les territoires d'outre-mer, sur l'ordre du gouverneur général ou gouverneur, ou du résident général.

Elle peut être également saisie par le condamné ou par son mandataire. En cas d'incapacité, de décès ou d'absence du condamné, son conjoint, ses descendants, ses ascendants ou leur mandataire, peuvent saisir directement la chambre de révision.

Les requêtes doivent être déposées au greffe de la cour d'appel dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance, ou du retour du condamné sur un territoire relevant du Comité français de la Libération nationale.

ART. 6. — La chambre de révision peut ordonner, comme mesure préalable dans le cas où il n'y a pas été procédé, la suspension de l'exécution des con-

damnations; elle statue au fond, sans cassation préalable ni renvoi, après avoir procédé, le cas échéant, à toutes mesures d'instruction propres à la manifestation de la vérité.

La chambre ne peut que, selon les cas, prononcer l'arrêt ou la continuation des poursuites, confirmer ou annuler la décision attaquée. Dans ce dernier cas, mention de l'arrêt de révision sera inscrite en marge de la minute de la décision annulée, les condamnations disparaîtront du casier judiciaire et des sommiers, le montant des amendes et des frais payés sera restitué. Les bénéficiaires de la révision seront remis dans l'entière propriété de leurs biens immobiliers, nets et libres de toutes charges postérieures à leur mise sous séquestre ou à leur confiscation. Leurs biens meubles leur seront restitués ou, à défaut, la valeur de remplacement de ces biens.

La chambre doit statuer au fond dans les trois mois du dépôt de la requête, sauf à surseoir à statuer par arrêt motivé faisant courir un nouveau délai de trois mois à compter du jour prononcé.

ART. 7. — L'instance devant la chambre de révision est dispensée du ministère d'avoué. Les frais de l'instance sont avancés par le trésor qui en poursuivra le remboursement auprès des demandeurs qui auront succombé.

ART. 8. — Le commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique, le commissaire à l'intérieur et le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi.

Alger, le 6 juillet 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,  
à l'éducation nationale et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire à l'intérieur,*

A. PHILIP.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire aux colonies,  
commissaire aux affaires étrangères p. i.,*

R. PLEVEN.

#### Attributions du Commissaire aux colonies

N° 486. Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

13 septembre 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,  
Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1943 organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les attributions du commissaire aux colonies sont celles conférées au ministre des colonies par les lois et décrets en vigueur à la date du 18 juin 1940.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires sont abrogées et notamment, en ce qui concerne les territoires relevant du commissariat aux colonies, l'ordonnance du commandant en chef français, civil et militaire du 5 février 1943.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 23 juillet 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

#### Attributions du Commissaire aux finances

#### DECRET du 23 juillet 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,  
Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu le décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1943 organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le commissaire aux finances exerce sur les territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale les attributions définies par les articles suivants.

ART. 2. — Le commissaire aux finances assure la préparation, l'exécution et le contrôle du budget du Comité français de la Libération nationale, ainsi que l'approvisionnement et la gestion des caisses publiques.

Il exerce vis-à-vis de l'Algérie, des colonies et des territoires sous protectorat ou mandat, en liaison, suivant le cas, avec le commissaire à l'intérieur, le commissaire aux colonies et le commissaire aux affaires étrangères, les pouvoirs de contrôle financier du ministre des finances.

ART. 3. — Dans le cadre des directives du Comité français de la Libération nationale, le commissaire aux finances a la charge de la politique monétaire, de la politique du crédit, des règlements avec l'étranger et des relations financières et monétaires internationales.

ART. 4. — Au fur et à mesure de la libération du territoire métropolitain, le commissaire aux finances assure la réorganisation des services financiers et exerce les attributions dévolues au ministre des finances.

ART. 5. — Le commissaire aux finances, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire aux colonies, le commissaire à l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 23 juillet 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux finances,*

COÛVE DE MURVILLE.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire à l'intérieur, p. i.,*

A. TIXIER.

*Le commissaire aux affaires étrangères p. i.,*

R. PLEVEN.

#### Comité français de la Libération nationale

DECRET du 4 août 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu le décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 22 juin 1943 sur l'organisation des Forces Armées;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> du décret du 3 juin 1943, est remplacé par l'article ci-après :

« Art. 1<sup>er</sup> (nouveau). — Le Comité français de la Libération nationale est présidé par les généraux Giraud et de Gaulle. Les affaires qui entrent dans la compétence du Comité français de la Libération nationale sont réparties entre des commissaires.

« Le Comité nomme les commissaires, fixe leur nombre et leurs attributions.

« En vue d'assurer plus complètement l'unité dans les délibérations, et dans l'action du Comité, l'exercice de la présidence est réglé comme suit :

« Le général Giraud dirige les débats et suit l'exécution des décisions du Comité pour les affaires concernant la défense nationale.

« Le général de Gaulle dirige les débats et suit l'exécution des décisions du Comité pour ce qui concerne les autres affaires et la politique générale du Comité ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 4 août 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### Argent

2278/F. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 21 juin 1943, pris en commission permanente du conseil de Gouvernement, l'article premier de l'arrêté n° 3339 du 21 septembre 1942 est modifié comme suit :

« Le prix de cession des flans d'argent mis à la disposition des gouverneurs, des colonies, de l'administrateur de la circonscription de Dakar et du commissaire de la République française au Togo pour la commercialisation des récoltes sera fixé par une décision particulière pour chaque colonie ou territoire intéressé. »

#### Tarif militaire sur réseau chemin de fer

ARRETE N° 2792 T. P. du 4 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 3477 T. P. du 1<sup>er</sup> octobre 1941 accordant des avantages aux membres de la Légion Française des Combattants;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 3477 T. P. du 1<sup>er</sup> octobre 1941 est et demeure rapporté.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en application immédiatement.

Dakar, le 4 août 1943.

P. COURNARIE.

(Promulgué au Togo par arrêté n° 471 T. P. du 1<sup>er</sup> septembre 1943.)

#### Mobilisation en A. O. F. et au Togo

ARRETE n° 3011 C. M. du 20 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu l'arrêté général du 3 octobre 1939, relatif à l'application du décret du 15 mai 1939 sur l'affectation spéciale;

Vu le décret du 29 novembre 1939, modifiant le décret du 15 mai 1939;

Vu le décret du 20 mai 1940 portant statut des affectés spéciaux et l'instruction interministérielle d'application du 21 mai 1940;

Vu l'instruction n° 249/Cab. sur les appels différés du 14 janvier 1943 du général d'armée, Haut-Commissaire, Commandant en Chef les Forces de terre, de mer et de l'air en Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 de l'arrêté n° 191 C. M. du 15 janvier 1943 est modifié ainsi qu'il suit :

Le contrôle des appels différés est effectué de la façon suivante :

a) Une commission centrale de contrôle est constituée à Dakar. Elle comporte :

**Président :**

un officier supérieur (désigné par le général commandant les forces terrestres et aériennes en A. O. F.).

**Membres :**

le chef de la 3<sup>e</sup> section du cabinet militaire du Gouvernement général,

un officier désigné par le commandant de la marine,

un officier désigné par le commandant de l'air,

un fonctionnaire de la direction du personnel,

un fonctionnaire de la direction générale des services économiques ou de la direction générale des travaux publics.

Ces fonctionnaires sont désignés par le gouverneur général, sur la proposition du gouverneur secrétaire général,

le président de la chambre de commerce de Dakar ou son représentant.

**Secrétaire :**

un officier du bureau de recrutement de l'A. O. F.

b) Des commissions régionales sont constituées dans chaque colonie (1) de l'A. O. F. et au Togo;

Chaque commission régionale comporte :

**Président :**

un officier supérieur (désigné par le commandant militaire);

**Membres :**

l'officier détaché au bureau militaire du gouverneur,

un fonctionnaire désigné par le gouverneur,

le président de la chambre de commerce au chef-lieu de la colonie, ou son représentant.

**Secrétaire :**

un officier, ou à défaut, un sous-officier représentant le bureau de recrutement de l'A. O. F.

ART. 2. — Le gouverneur, secrétaire général du Gouvernement général, les gouverneurs des colonies, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le général commandant supérieur des forces terrestres et aériennes en A. O. F., le commandant de la marine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 20 août 1943.

P. COURNARIE.

(1) Et circonscription de Dakar et dépendances.

**Péréquation des tissus**

ARRETE N° 3076 S. E. C. du 27 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 269/s. E. du 22 février 1942 modifié par l'arrêté 1986 du 3 juin 1942 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique;

Vu l'arrêté 4157/s. E. du 24 novembre 1942 soumettant certaines catégories de tissus aux opérations de péréquation;

Vu l'arrêté n° 2687 sec./8 du 26 juillet 1943 abrogeant l'arrêté n° 4157 s. E. du 24 novembre 1942 (non publié au J. O. A. O. F.);

Vu l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920 sur la mise en application par la procédure d'urgence des actes réglementaires;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 2687 s. E./C./8 du 26 juillet 1943 (non publié au J. O. A. O. F.) soumettant à la taxe de péréquation certains tissus et mouchoirs de tête.

ART. 2. — La suppression de la taxe de péréquation sur les tissus et mouchoirs de tête sera réalisée selon les modalités précisées aux articles ci-après :

ART. 3. — Tous les tissus en stock au 1<sup>er</sup> décembre 1942 ou importés entre le 1<sup>er</sup> décembre 1942 et le 31 août 1943 — à l'exception des tissus américains et des tissus provenant de la cargaison réquisitionnée du s/s *Fomalhaut* — restent passibles de la taxe de péréquation. Le paiement du solde des sommes dues dans ces conditions au titre de la taxe de péréquation par les commerçants détenteurs de ces tissus, pourra être effectué par mensualités et devra être en tout cas achevé avant le 30 novembre 1943. Ce paiement sera effectué entre les mains des liquidateurs des caisses de péréquation.

ART. 4. — A compter du 1<sup>er</sup> septembre 1943 la taxe de péréquation ne sera plus appliquée aux tissus américains, à l'exception de ceux qui ont déjà été écoulés dans le public et que les commerçants ont au moment de la vente majorés de 5 francs par mètre, au titre de la péréquation.

ART. 5. — La régularisation de la situation à l'égard de la taxe de péréquation des commerçants détenteurs de tissus américains sera opérée de la façon suivante :

a) les commerçants grossistes devront déclarer :

1<sup>o</sup> — le total des stocks de tissus américains qui leur a été attribué;

2<sup>o</sup> — les stocks encore en magasin à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1943.

La différence représentera les quantités vendues, sur lesquelles les intéressés devront payer aux liquidateurs des caisses de péréquation le montant de la taxe déjà encaissée soit 5 francs par mètre.

b) les commerçants détaillants devront déclarer avec *facture à l'appui* :

1<sup>o</sup> — le total des quantités achetées chez les grossistes;

2<sup>o</sup> — les quantités restant encore en magasin à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1943.

Les liquidateurs des caisses de péréquation rembourseront aux intéressés, sur ces quantités restant en magasin, le montant de la taxe de péréquation payée par eux et non récupérée sur le public, soit 5 francs par mètre.

ART. 6. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de la République française au Togo, le directeur général des finances et le directeur général des services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 27 août 1943.

P. COURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 487 Cab. du 14 septembre 1943).

## Caisse de péréquation

ARRETE N° 3077 s. E. du 27 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes modificatifs subséquents;

Vu les articles 9 et 10 du décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général n° 492 s. E. du 4 février 1942 instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe désignés, une caisse de péréquation et de compensation en Afrique occidentale française ou de production locale;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation par la commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

## TITRE PREMIER

SUPPRESSION DES CAISSES DE PÉREQUATION  
ET DE COMPENSATION

ARTICLE PREMIER. — Les caisses de péréquation et de compensation instituées en A. O. F. par arrêté n° 492 s. E. du 4 février 1942 sont supprimées pour compter du quinze septembre 1943.

ART. 2. — Les présidents des chambres de commerce ci-après indiqués sont nommés liquidateurs des caisses de péréquation et compensation suivantes :

a) Président de la chambre de commerce de Dakar : liquidateur de la caisse centrale ainsi que de la caisse locale de la circonscription de Dakar, Sénégal et Mauritanie;

b) Président de la chambre de commerce du Soudan : liquidateur de la caisse du Soudan;

c) Président de la chambre de commerce de la Guinée Française : de la caisse de la Guinée;

d) Président de la chambre de commerce d'Abidjan : pour la caisse de la Côte d'Ivoire;

e) Président de la chambre de commerce de Lomé : pour la caisse du Togo;

f) Président de la chambre de commerce du Dahomey : pour la caisse du Dahomey et Niger.

Les fonctionnaires chargés de la surveillance des caisses en vertu de l'article 3 de l'arrêté n° 492 s. E. susvisé assureront la surveillance et le contrôle des opérations de liquidation.

ART. 3. — Les liquidateurs dresseront un état détaillé des opérations restant à liquider au titre de chaque caisse, à la date de clôture indiquée à l'article 1er.

Cet état sera transmis en double exemplaire au Gouvernement général, direction générale des services économiques et direction des finances.

ART. 4. — Les opérations de liquidation seront suivies par les liquidateurs jusqu'au 31 décembre 1943.

Les liquidateurs devront dresser, le 1er janvier 1944 au plus tard, le bilan des caisses de péréquation et de compensation dissoutes dont le solde créditeur devra être versé au compte « rachat de produits » ouvert dans les écritures du trésorier général par l'ordonnance du 17 février 1943.

Ce bilan sera transmis dans les mêmes conditions que précisé à l'article 3.

## TITRE II

MODALITÉS DE SUPPRESSION DES TAXES  
DE PÉREQUATION

ART. 5. — Cesseront désormais d'être soumis à la péréquation les produits et denrées ci-après :

maïs,

mil,

fonio,

riz d'origine locale (à l'exception toutefois, le cas échéant, du riz de la région forestière de Guinée destiné au ravitaillement de Dakar et du Sénégal),

farine,

lait en boîte,

tissus,

essence,

charbon de bois,

sucre.

ART. 6. — En ce qui concerne le maïs, le mil, le fonio, le riz d'origine locale, la farine et le lait en boîtes les stocks péréqués existant à la date du 15 septembre 1943 continueront à être écoulés jusqu'à épuisement, au prix de péréquation. Afin de permettre un contrôle efficace, ces stocks péréqués devront être repris à part dans les déclarations de stocks mensuelles.

ART. 7. — Des arrêtés spéciaux régleront les modalités de suppression de la taxe de péréquation en ce qui concerne les tissus, l'essence, le charbon de bois.

ART. 8. — Le sucre continuera à être vendu au prix de péréquation, les futurs arrivages étant désormais soumis à un nouveau tarif douanier qui compensera exactement la taxe de péréquation perçue sur les stocks déjà dédouanés.

ART. 9. — L'huile reste soumise aux mesures de péréquation jusqu'à la fixation des prix de la nouvelle récolte. Les versements ou les recouvrements qui étaient effectués à ce titre par les caisses dissoutes seront opérés par les liquidateurs.

## TITRE III

## NOUVEAU RÉGIME DE PÉREQUATION

ART. 10. — Seuls, peuvent, sur demande des gouverneurs intéressés, demeurer à titre provisoire soumis à péréquation les produits et denrées ci-après :

riz d'origine américaine,

semoules,

blé concassé,

riz de la région forestière de Guinée destiné à l'alimentation de Dakar et du Sénégal.

La différence entre le prix de revient et le prix de péréquation sera à la charge du budget local du territoire intéressé.

ART. 11. — Le fonctionnement du nouveau régime de péréquation s'opérera ainsi qu'il suit :

A) Anciens stocks.

Les stocks des produits et denrées ci-dessus seront écoulés aux prix en vigueur à ce jour dans les divers territoires intéressés. Ces stocks devront être repris à part dans les déclarations mensuelles de stocks.

B) En ce qui concerne les futures répartitions.

Le comité du commerce extérieur pour les riz, semoules et blé concassé d'origine américaine, le comité local des échanges commerciaux de Dakar



pour le riz provenant de la région forestière de Guinée, factureront les dits produits aux attributaires au prix de gros correspondant au prix de péréquation admis pour la vente au détail.

Les budgets locaux intéressés verseront au C. C. E. ou au C. L. E. C. sur présentation d'un état de sommes dues, la différence entre le prix de revient et le prix de cession aux attributaires.

ART. 12. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar, le commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 27 août 1943.

P. COURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 487 Cab. du 14 septembre 1943).

### Organisation administrative

#### Service du contrôle des prix et stocks

ARRETE N° 3109 F. du 30 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les décrets qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat aux colonies, modifiée par arrêté général du 3 mai 1943;

Vu l'arrêté n° 1578/F. du 27 avril 1942 organisant la direction générale des finances;

Vu l'arrêté n° 2521 se/c. du 17 juillet 1942 créant un service du contrôle des prix et stocks;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service du contrôle des prix et stocks de l'Afrique occidentale française, créé par arrêté du 17 juillet 1942, relève de la direction générale des finances.

Ce service comprend :

à Dakar, un service central placé sous l'autorité du directeur général des finances,

dans chaque colonie ou territoire, un service local sous l'autorité directe du chef de la colonie ou territoire.

ART. 2. — Le service du contrôle des prix et stocks a pour mission de faire observer la réglementation en vigueur en A. O. F. sur les prix et stocks.

Le service central du contrôle des prix et stocks centralise les opérations de contrôle effectuées dans les colonies ou territoires, prépare les textes généraux, ainsi que les directives et instructions destinées aux services locaux.

Le service local du contrôle des prix et stocks dirige, sous l'autorité du chef de la colonie ou territoire, les opérations du service, donne les directives générales nécessaires et centralise les résultats.

Il contrôle l'exécution des transactions, assure la liaison avec la commission des prix et fait préparer les correspondances qui seront soumises à cet organisme sur toutes les affaires de sa compétence.

ART. 3. — L'organisme central prend le titre de « Service Central » du contrôle des prix et stocks de l'A. O. F. Il est composé :

du directeur, assisté d'un adjoint;

de bureaux comportant le personnel nécessaire à la marche normale du service; le cas échéant, d'éléments mobiles pouvant être pris dans différents services et chargés, par ordre de mission du gouverneur général, de procéder en un point quelconque de la fédération au contrôle des prix et stocks.

L'envoi et le but de la mission sont notifiés au gouverneur intéressé.

Le directeur général des finances est directeur du service central.

L'adjoint est désigné par décision du gouverneur général.

ART. 4. — Les organismes locaux du contrôle des prix et stocks prennent respectivement le titre de « Service local du contrôle des prix et stocks de la colonie ou territoire ». Ils comprennent :

a) le chef du service local assisté de fonctionnaires et agents nécessaires pour assurer la marche normale du service;

Le chef du service local est nommé par décision du gouverneur ou chef de territoire, après avis du directeur du service central;

Le personnel des bureaux est mis à la disposition du chef du service local par décision du gouverneur ou chef de territoire;

b) un élément décentralisé et mobile composé par les contrôleurs des prix et stocks, nommés par décision du gouverneur ou chef de territoire.

ART. 5. — Les fonctionnaires et agents du service local du contrôle des prix et stocks peuvent être choisis par le gouverneur ou chef de territoire parmi le personnel des cadres généraux et communs supérieurs, les fonctionnaires et agents des douanes, des contributions directes, de la répression des fraudes, des poids et mesures ou de tout service technique.

ART. 6. — La recherche et la constatation des infractions ainsi que la conduite des enquêtes peuvent être assurées en dehors des agents appartenant ou détachés au service du contrôle des prix et stocks par :

a) les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique;

b) les fonctionnaires et agents des douanes, des contributions directes, de la répression des fraudes, du service des poids et mesures;

c) les officiers et fonctionnaires préposés au ravitaillement et aux échanges commerciaux;

d) les fonctionnaires spécialement désignés à cet effet.

Les fonctionnaires, officiers et agents énumérés aux paragraphes b, c et d ci-dessus doivent être commissionnés.

Les commissions délivrées par le gouverneur général pour le service central ou les gouverneurs et chefs de territoire pour les services locaux habiliteront les intéressés à exercer leurs fonctions dans les conditions et avec les pouvoirs qui sont fixés par les règlements en vigueur.

Le personnel spécialement commissionné est habilité au sens prévu par les articles 4, 7 et 8 de la loi du 14 mars 1942 pour rechercher, constater et enquêter sur les infractions. Préalablement à sa prise de service, ce personnel devra prêter serment.

Les agents du service du contrôle des prix et stocks, y compris ceux visés à l'article 6, sont tenus au secret professionnel.

ART. 7. — Les dépenses du service central sont à la charge du budget général, celles des services locaux à la charge des territoires intéressés.

ART. 8. — Le directeur du service central du contrôle des prix et stocks et les chefs des services locaux correspondent entre eux sous le couvert des gouverneurs ou chefs de territoire.

Le directeur du service central bénéficie de la franchise postale et télégraphique.

ART. 9. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de la République française au Togo, le directeur général des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 30 août 1943.

P. COURNARIE.

#### Conseil d'Administration

N° 3157 — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République au Togo en date du :

2 septembre 1943. — M. Förster, procureur de la République près le tribunal de Lomé, est nommé membre fonctionnaire du conseil d'administration du Togo en remplacement de M. Marchand.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Mesures sanitaires

ARRETE N° 466 s. s. du 29 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1928 sur la protection de la santé publique;

Vu l'arrêté n° 834 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif destinées à prévenir et à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme-officiel n° 86 du 28 août 1943 du médecin-chef de la subdivision sanitaire de Lama-Kara signalant un décès suspect de maladie n° 10 à Lama-Kara;

Sur la proposition du directeur local de la santé publique au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le centre de Lama-Kara est placé sous le régime n° 2.

ART. 2. — Les circonscriptions de Sokodé, Mango et la subdivision de Lama-Kara sont placées sous le régime n° 1.

ART. 3. — Le directeur local de la santé publique, les commandants des cercles de Sokodé et Mango, et le chef de la subdivision de Lama-Kara sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 août 1943.

P. SALICETI.

N° 484 s. s. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 septembre 1943. — Le diagnostic de maladie 10 à Lama-Kara n'étant pas confirmé par l'institut pasteur de Dakar, toutes les mesures prises par l'arrêté n° 466 s. s. du 29 août 1943 sont abrogées.

### Péripleumonie bovine

N° 467 i. v. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo, en date du :

29 août 1943. — Sont déclarés infectés de péripleumonie les locaux, enclos et pâturages de Biankouri dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Les animaux suspects ou contaminés subiront la vaccination et ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

### Colonisation cabraise

DECISION N° 544 A. P. A. du 29 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 27 juin 1938 organisant le fonctionnement du service de la prophylaxie et du traitement de la trypanosomiase;

Vu le rapport n° 50 en date du 15 janvier 1943 du commandant du cercle de Sokodé sur le programme de renforcement de la colonisation cabraise pour l'année 1943;

Vu la nécessité de décongestionner le pays cabrais et d'intensifier la production agricole dans la région sud du cercle de Sokodé, proche du chemin de fer;

Vu les disponibilités budgétaires;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, pendant l'année 1943, l'installation de nouveaux colons cabrais, originaires de la subdivision de Lama-Kara, dans la région sud du cercle de Sokodé.

ART. 2. — Les familles des colons dont le nombre ne pourra dépasser cinq cents seront nourries pendant la durée de leur voyage aux frais du territoire; il leur sera distribué gratuitement de l'outillage, des semences, du sel, etc... pour faciliter leur première installation.

ART. 3. — Chaque famille recevra, en outre, une allocation mensuelle payable comme suit :

45 francs pendant la durée du premier trimestre 1943;

30 francs pendant la durée du deuxième trimestre 1943;

30 francs pour les 2 premiers mois du troisième trimestre.



ART. 4. — Les colons cabrais devront être munis à leur départ du passeport sanitaire institué par l'arrêté du 27 juin 1938 susvisé dont les dispositions leur sont applicables.

ART. 5. — Les dépenses occasionnées par la colonisation cabraise sont imputables au chapitre X, article 5, agriculture, budget local, exercice 1943.

ART. 6. — Le chef du bureau des finances et le commandant du cercle de Sokodé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 août 1943.

P. SALICETI.

#### Organisation territoriale

ARRETE N° 468 A. P. A. du 30 août 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène;

Vu l'arrêté n° 254 du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle du sud;

Vu l'arrêté n° 464 du 4 septembre 1939 rétablissant le cercle de Lomé;

Sur la proposition du commandant du cercle de Lomé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A l'article 3 de l'arrêté n° 254 du 2 juillet 1936 susvisé (subdivision de Tsévié), à l'appellation « canton d'Akoviépé » est substituée celle de « village d'Akoviépé ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1943.

P. SALICETI.

#### Vin

ARRETE N° 470 A. E. du 31 août 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1<sup>re</sup> CLASSE DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 435 A. E. du 12 août 1943 fixant à nouveau le mode de vente du vin ordinaire;

Vu l'arrêté n° 460 du 24 août 1943 fixant le mode de vente des denrées rationnées en septembre 1943;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1943 l'arrêté 435 A. E. du 12 août 1943 susvisé.

ART. 2. — La vente du vin rouge ordinaire sera effectuée dans les conditions habituelles aux seuls titulaires de cartes d'alimentation ou d'autorisations d'achat délivrées par les chefs de circonscription.

ART. 3. — Les déblocages pour vente libre et les transferts de vin à l'intérieur du territoire devront faire l'objet d'autorisations spéciales délivrées par le chef du bureau économique.

ART. 4. — Le présent arrêté sera publié et repdu immédiatement applicable par voie d'affichage, à la mairie de Lomé, aux bureaux des P. T. T., à la chambre de commerce et dans les bureaux des cercles et tous autres lieux publics.

Lomé, le 31 août 1943.

A. MERCADIER.

#### Organisation administrative

ARRETE N° 474 A. E. du 4 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1<sup>re</sup> CLASSE DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 février 1938 fixant le régime forestier au Togo;

Vu l'arrêté n° 483 du 23 novembre 1940 réglementant l'exploitation des forêts au Togo;

Vu la décision 8 sr. du 30 octobre 1938 du haut-commissaire chargeant de mission permanente au Togo un inspecteur des eaux et forêts, conseiller technique;

Vu la décision n° 5 sr. du 2 septembre 1940 du haut-commissaire de l'Afrique occidentale française portant détachement au territoire d'un contrôleur des eaux et forêts;

Vu l'arrêté n° 132 du 13 mars 1941 créant un peloton des eaux et forêts;

Vu l'arrêté n° 206 du 7 avril 1942 relatif aux primes perçues en matière du contentieux forestier;

Vu le décret du 10 septembre 1942 portant réorganisation du service des eaux et forêts dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 instituant le Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 créant notamment un commissariat aux colonies;

Conformément à l'avis exprimé par lettre o. e. f. du 8 janvier 1941 par l'inspecteur des eaux et forêts, conseiller technique;

Vu les nécessités du service;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au territoire du Togo une section des eaux et forêts rattachée au bureau des affaires économiques.

Cette section, détachée par l'inspecteur des eaux et forêts, chef du service des eaux et forêts du Dahomey, conseiller technique, est dirigée par le contrôleur des eaux et forêts du Togo.

Elle a pour attribution principale, l'administration générale du domaine forestier et est chargée notamment de l'exécution des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 septembre 1942 susvisé, de celles de l'arrêté 483 du 23 novembre 1940 réglementant l'exploitation des forêts au Togo et de tous règlements forestiers.

ART. 2. — Un plan de campagne quinquennal des travaux forestiers sera établi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944 en accord avec l'inspecteur des eaux et forêts, conseiller technique; il sera révisible chaque année avant le 30 septembre dans les mêmes conditions.

ART. 3. — Les chefs de circonscription sont chargés de l'exécution du plan de campagne: ils disposent, à cet effet, du personnel indigène du peloton des eaux et forêts créé par arrêté 132 du 13 mars 1941, ainsi que de tous autres agents éventuellement détachés à cet effet.

ART. 4. — Par dérogation à l'article 3, le contrôleur, chef de la section des eaux et forêts, est plus spécialement chargé :

1<sup>o</sup> — de l'établissement des projets de classement des forêts et des périmètres de reboisement, en accord avec les autorités régionales et les collectivités indigènes ;

2<sup>o</sup> — de la délimitation, abornement, aménagement des forêts classées ;

3<sup>o</sup> — de la gestion des stations de Togblékové et Davié ;

4<sup>o</sup> — de l'établissement des états de mandatement des primes perçues à la suite des procès-verbaux dressés en matière forestière comme prévu par l'arrêté 206 du 7 avril 1942.

En outre, le chef de la section des eaux et forêts est chargé, d'une façon générale, d'inspecter et contrôler les travaux effectués en vue de la bonne exécution du plan de campagne.

ART. 5. — Les chefs de circonscription et le chef de la section établissent, chaque année, chacun en ce qui le concerne, un rapport annuel relatif aux travaux effectués en matière forestière.

Ces rapports, rassemblés à la section avant le 15 février, feront l'objet d'un rapport d'ensemble.

ART. 6. — Le chef du bureau des affaires économiques, les chefs de circonscription, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 septembre 1943.

A. MERCADIER.

#### Surveillance des prix

##### Huile d'arachides

ARRETE N° 475 C. P. S. du 4 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1<sup>re</sup> CLASSE DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu la loi du 14 mars 1942, sur le contrôle et la fixation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, modifiée par les arrêtés n° 4710 S. E. du 31 décembre 1942 et n° 1680 du 3 mai 1943 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire ;

Vu l'arrêté local n° 370 A. E. du 7 juillet 1942 portant création d'une commission des prix ;

Vu l'arrêté général n° 2398 SE. du 13 juillet 1942 concernant la publicité des prix, modifié par celui n° 4501 S. C./C. P. du 22 décembre 1942 ;

Vu l'arrêté n° 233 CRS. en date du 14 avril 1943 fixant les prix limites maxima des produits du cru destinés à la consommation locale à pratiquer dans la commune-mixte de Lomé et les différents cercles du territoire ;

Vu le procès-verbal en date du 21 août 1943 de la commission des prix ;

Vu l'article 4 du décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est annulé sur la liste de prix jointe à l'arrêté n° 233 en date du 14 avril 1943 susvisé le prix de l'huile d'arachides de fabrication locale fixé à 12 francs le litre à Lomé et 8 francs le litre à Bassari.

ART. 2. — Le prix de l'huile d'arachides de fabrication locale est fixé à 15 francs le litre à Lomé et à 9 francs le litre à Bassari.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T. et entrera en vigueur 48 heures après cette formalité.

Lomé, le 4 septembre 1943.

A. MERCADIER.

#### Ciment

N° 476 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 4 septembre 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié ainsi qu'il suit le paragraphe 6<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 244 C. P. S. en date du 21 avril 1943 fixant les prix de certains articles d'importation.

#### GAMACAF

Ciment artificiel DEMAREC — La tonne . . . 2.470,90

ART. 2. — Le prix ainsi modifié est uniquement applicable à un lot de 60 tonnes de ciment livré à l'administration du chemin de fer du Togo par la maison U. A. C. en exécution d'un marché souscrit le 5 mai 1943.

#### Huile de graissage

N° 477 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 4 septembre 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente des huiles de graissage reçues le 30 juillet 1943 par United Africa Company :

Huile de graissage (équivalent M. 160 et M. 220) :  
Barils de 41,5 Imp. gallons . . . 3.625,45  
Graisse consistante : Bidon de 25 lbs . . . 286,—

ART. 2. — Les prix fixés ci-dessus comprennent la majoration de 4% prévue par l'arrêté n° 688 F. du 8 décembre 1942 au titre de la taxe sur la transaction.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T. et entrera en vigueur 48 heures après cette formalité.

#### Articles divers

N° 480 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 11 septembre 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les prix autorisés par la commission des prix dans sa séance du 31 août 1943.

ART. 2. — Toute vente de produits intéressés à des prix supérieurs à ceux fixés sera considérée comme hausse illégitime des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T. et entrera en vigueur 48 heures après cette formalité.

PRIX de vente approuvé par arrêté n° 480 c. p. s. du 11 septembre 1943.

#### R. Eychemme

Alcool de fabrication locale destiné à la parfumerie	frs.
— Le litre . . . . .	108,60

#### Tous commerçants

Drill-khaki — Le mètre . . . . .	62,90
----------------------------------	-------

NOTA. — Les prix des tissus comprennent la majoration de 5 francs par mètre prévue par l'arrêté n° 492 sec. du 4 février 1942 au titre de la taxe de péréquation des tissus.

#### Enseignement

DECISION N° 572 E. du 9 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1<sup>re</sup> CLASSE DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 32 du 18 janvier 1935 fixant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 107 du 16 février 1937 portant création du cours supérieur d'enseignement, modifié par celui du 8 septembre 1942;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves des cours supérieurs de Lomé, d'Atakpamé et de Sokodé sont autorisés à suivre, dans les différents services techniques, un stage de travaux pratiques. Les cours auront lieu soit le matin, soit l'après-midi, l'autre demi-journée étant réservée à l'enseignement général.

ART. 2. — La répartition des élèves dans les différents services sera faite après accord avec les services intéressés :

à Lomé, par le chef du service de l'enseignement,  
à Atakpamé et Sokodé, par le commandant du cercle, sur proposition du directeur de l'école régionale.

ART. 3. — A la fin du stage, le directeur du service intéressé remettra à chaque élève un certificat portant appréciations sur son assiduité, son caractère, ses aptitudes et son travail.

ART. 4. — Ces travaux pratiques constituent seulement un exercice scolaire qui ne peut engager l'administration à prendre à son service, à la fin du stage, les élèves qui l'auront suivi. Ceux-ci conserveront cependant un droit de priorité lors de demandes d'emploi éventuelles.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera,

Lomé, le 9 septembre 1943.

A. MERCADIER.

#### Café

N° 479 A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 septembre 1943. — La date de fermeture de la campagne d'achat du café est fixée au 15 septembre 1943.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

#### Chambre de commerce

ARRETE n° 481 A. P. A. du 11 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1<sup>re</sup> CLASSE DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 août 1940 modifiant et complétant le décret du 19 septembre 1936;

Vu l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo;

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 relative à l'ajournement des opérations de révision des listes électorales et des élections;

Vu la lettre n° 2120 sec./7 du 16 août 1943 du haut-commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 4 du décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 23 de l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant organisation de la chambre de commerce du territoire du Togo est complété comme suit :

« Jusqu'à une date qui sera fixée après la libération du territoire métropolitain, le commissaire de la République pourra, quand il le juge nécessaire, compléter dans les limites prévues par l'arrêté organique n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 sus-visé, l'effectif de la chambre de commerce du territoire du Togo. Les membres ainsi nommés sont choisis sur une liste présentée par l'assemblée intéressée et comprenant un nombre de candidats supérieur au nombre de membres à désigner. Ces candidats doivent remplir les conditions d'éligibilité exigées par le texte organique. Les décisions prises en la matière par le commissaire de la République ne sont exécutoires qu'après avoir été ratifiées par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire de la République au Togo.

« Le mandat de ces nouveaux membres expirera en même temps que celui des membres provenant de l'élection. »

ART. 2. — Le présent arrêté, vu l'urgence, est rendu immédiatement exécutoire; il sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 11 septembre 1943.

A. MERCADIER.

**Marchés**

N° 482 A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

11 septembre 1943. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 362 du 27 juin 1938 portant reclassement des marchés dans le territoire du Togo est complété ainsi qu'il suit :

**B — CERCLE DU CENTRE****b) Subdivision de Palimé**

Kpélé-Siko, le vendredi.

Le commandant du cercle du centre et l'inspecteur des produits du cru sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Personnel auxiliaire**

*ADDITIF au règlement intérieur en date du 10 mars 1943 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo.*

Article 5, échelle II.

*Après :*

Surnuméraires des P. T. T.,

*Ajouter :*

Mécaniciens des P. T. T.

Le reste sans changement.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Rappels d'ancienneté**

Par arrêtés ou décisions du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

9 août 1943. — Les agents du cadre commun supérieur des travaux publics de l'Afrique occidentale française dont les noms suivent conservent dans leur emploi actuel les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

M. De Guise René, adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> classe, 2 mois 14 jours;

Il est conservé aux agents des cadres communs supérieurs, communs secondaires et spéciaux de l'Afrique occidentale française, promus au 1<sup>er</sup> juillet 1943, les rappels d'ancienneté suivants pour services militaires :

*Cadre commun supérieur de la police de l'A. O. F.*

M. Marty Pierre, 6 mois 25 jours;

*Cadre commun secondaire des vétérinaires auxiliaires de l'A. O. F.*

M. Amegee Paul, néant;

**Mutation**

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

22 août 1943. — M. Cerveaux (Lyonnel), chef de gare de 5<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo, en service au réseau Dakar-Niger, est remis à la disposition du commissaire de la République au Togo.

**Nominations**

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du :

25 août 1943. — Les élèves dont les noms suivent, diplômées de l'école normale de jeunes filles de l'A. O. F. à Rufisque, sont agréées en qualité d'institutrices du cadre de l'enseignement primaire féminin de l'A. O. F. et reçoivent les affectations ci-après :

**a) — STAGIAIRES**

Mlles. Kouévikoae Hélène, Togo.

Olympio Amélia, Togo.

Le présent arrêté aura effet pour compter du jour de la mise en route des intéressées à destination de leur colonie d'affectation ou du jour de leur prise de service.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Promotion**

Par arrêté n° 478 P. du :

8 septembre 1943. — M. Champion Albert, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe des écoles est promu au grade d'inspecteur principal de 3<sup>e</sup> classe des écoles pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1943.

**Nomination**

Par décision n° 568 P. du :

8 septembre 1943. — Mme Robichon Jeanne, institutrice auxiliaire de la Côte d'Ivoire, est agréée en qualité d'institutrice auxiliaire, pour compter du 13 septembre 1943, à la solde mensuelle de Trois mille cent quatre-vingt sept francs (3.187 frs.), sans autre engagement de la part du territoire.

La portion de sa solde soumise à la retenue pour pécule est fixée à 1.208 frs. 33.

Mme Robichon est nommée directrice de l'école européenne de Lomé en remplacement de Mme Laporte, démissionnaire.

**Démission**

Par décision n° 567 P. du :

8 septembre 1943. — Est acceptée pour compter du 12 septembre 1943, la démission de son emploi offerte par Mme Laporte, institutrice auxiliaire, directrice de l'école européenne de Lomé.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Passages à l'échelon supérieur de solde**

Par décision n° 548 P. du :

31 août 1943. — Les passages automatiques à l'échelon supérieur de solde suivants sont constatés parmi le personnel du cadre commun secondaire des médecins, pharmaciens et sages-femmes auxiliaires de l'A. O. F., en service détaché au Togo.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943.*

Madame Félicienne Kponton (née Lima), sage-femme auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe avant 5 ans qui passe à l'échelon supérieur après 5 ans.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.*

Madame Marie Byll (née Johnson), sage-femme auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe avant 5 ans qui passe à l'échelon supérieur après 5 ans.

**Reclassement**

Par arrêté n° 469 P. du :

31 août 1943. — Les moniteurs auxiliaires de l'agriculture dont les noms suivent, titulaires du diplôme de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo, sont reclassés comme ci-après, au point de vue exclusif de l'ancienneté :

NOMS ET PRÉNOMS	Date de nomination au grade de Moniteur auxiliaire de 5 <sup>ème</sup> classe stagiaire	Date de nomination au grade de Moniteur auxiliaire de 4 <sup>ème</sup> classe	Date de nomination au grade de Moniteur auxiliaire de 3 <sup>ème</sup> classe
AKAKPO Léonard . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1938	1 <sup>er</sup> Janvier 1940	1 <sup>er</sup> Janvier 1942
ALLAGRO Thomas . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1938	1 <sup>er</sup> Janvier 1940	1 <sup>er</sup> Janvier 1942
TOSSOU Michel . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1938	1 <sup>er</sup> Janvier 1940	1 <sup>er</sup> Janvier 1942
AKAKPO Kodjovi René . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1938	1 <sup>er</sup> Janvier 1940	1 <sup>er</sup> Janvier 1942
NAPPORN Théophile . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1939	1 <sup>er</sup> Janvier 1941	1 <sup>er</sup> Janvier 1942
KOUEGAN Ambroise . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1939	1 <sup>er</sup> Janvier 1941	1 <sup>er</sup> Janvier 1942
LAWSON Samuel . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1939	1 <sup>er</sup> Janvier 1941	1 <sup>er</sup> Janvier 1942
COCOVI Michel . . . . .	18 Janvier 1939	18 Janvier 1941	1 <sup>er</sup> Juillet 1943
TCHAPODO Tchédéré . . . . .	1 <sup>er</sup> Janvier 1940	1 <sup>er</sup> Janvier 1942	1 <sup>er</sup> Janvier 1943
D'ALMEIDA Bob Thomas . . . . .	1 <sup>er</sup> Mars 1940	1 <sup>er</sup> Mars 1942	
GERALDO Montairou . . . . .	1 <sup>er</sup> Mars 1940	1 <sup>er</sup> Mars 1942	
ATOHOUN Célestin . . . . .	1 <sup>er</sup> Mars 1940	1 <sup>er</sup> Mars 1942	

**Agents auxiliaires****Nominations**

Par décision n° 541 P. du :

28 août 1943. — Sont engagés en qualité d'aides-commis-expéditionnaires échelle 2 échelon 1 :

*Pour compter de la date de la signature de la présente décision :*

Gbedey Pascal Ambroise Paré, agent journalier,  
Houessou Euloge, agent journalier,  
Kpétémé Alexandre Messan, agent journalier,  
Accolatsé Komlan Hubert, agent journalier,  
Nonou Amouzouvi Justin, agent journalier.

*Pour compter de la date de prise de service*

Kpakpo Adoboe Pierre,  
Akouesson Adotévi Emmanuel,  
Anani Emmanuel,  
Torko Koku Emmanuel,  
Sowu Benjamin.

Par décision n° 550 P. du :

31 août 1943. — Sont engagés pour compter de la date de la signature de la présente décision, en qualité de :

**Surnuméraires auxiliaires des P. T. T.**  
(échelle II échelon 1)

Sossavi Dossou, agent journalier,  
Dovi Max, agent journalier,  
Akakpo Louis, agent journalier.

**Mécaniciens auxiliaires des P. T. T.**  
(échelle II échelon 1)

Bitanteme Napo Boukari, agent journalier,  
Osséni Alandou, agent journalier.

**Facteurs auxiliaires des P. T. T.**  
(échelle 1 échelon 1)

Pereira Bichy, agent journalier,  
Dossavi Raphaël, agent journalier,  
Hoffer André, agent journalier.

Par décision n° 551 P. du :

1<sup>er</sup> septembre 1943. — M. Adigo Théophile est engagé pour compter de la date de prise de service en qualité d'aide-commis-expéditionnaire (échelle II échelon 1).

Par décision n° 554 P. du :

3 septembre 1943. — L'agent journalier Amédowokpo Kouassi Johannès est engagé pour compter de la date de la signature de la présente décision, en qualité de mécanicien auxiliaire des P. T. T. (échelle II échelon 1).

Révocation

Par décision n° 575 P. du :

10 septembre 1943. — L'infirmier auxiliaire Edoth G. Johannès, est révoqué pour refus de rejoindre son poste pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1943.

**DIVERS**Allocations

Par arrêté n° 483 F. du :

11 septembre 1943. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1<sup>o</sup> — Allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de Mille trois cent quatre-vingt trois francs (1.383 frs.) avec indemnités pour charges de famille à M. Kangni Misséhou François, aide-pharmacien de 4<sup>e</sup> classe, né à Zowla, cercle d'Anécho, (Togo) vers 1892 — 30 ans, 7 mois et 17 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1942.

2<sup>o</sup> — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille six cent cinq francs (1.605 frs.) avec indemnités pour charges de famille à M. Kouévi Daniel, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe, né à Amégnrankondji, cercle d'Anécho, (Togo) en septembre 1894 — 26 ans et 4 mois de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1942.

3<sup>o</sup> — Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Deux mille sept cent soixante dix neuf frs. (2.779 frs.) avec indemnités pour charges de famille à M. Lawson Laté Body Martin, aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe, né à Anécho, (Togo) le 4 janvier 1901 — 20 ans, 5 mois et 28 jours de services effectifs.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 10 mars 1943.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus concédées et les indemnités pour charges de famille y afférentes est imputable au budget local du Togo.

Appel différéCommission

Par décision n° 557 BM. du :

3 septembre 1943. — La composition de la commission régionale de contrôle des appels différés du Togo, fixée par décision n° 312/BM. du 22 avril 1943 est complétée de la façon suivante :

MEMBRES :

Après : M. Sanson, administrateur des colonies,

Ajouter : M. Trosselly, président de la chambre de commerce du Togo ou son représentant.

Contraintes

Par décision n° 545 A. P. A. du :

30 août 1943. — Le gendarme Gourvennec, détaché au commissariat de Police de Lomé, est nommé porteur de contraintes, cumulativement avec ses autres fonctions, pour la ville de Lomé.

La décision n° 514/A. P. A. du 13 août 1943 est rapportée.

Ecoles du Gouvernement Général

Par décision du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

6 août 1943. — Le diplôme de sortie de l'école normale de jeunes filles de Rufisque est décerné aux 27 élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

Mention assez bien :

9. Kouéviakoe Hélène,
10. Olympio Amélia.

Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du :

16 août 1943. — Sont déclarées définitivement admises au concours d'entrée à l'école normale de jeunes filles de Rufisque les candidates dont les noms suivent par ordre de mérite :

- 5 — De Médeiros Angèle;

Les intéressées devront être mises en route dans les délais permettant leur arrivée à Rufisque le 1<sup>er</sup> novembre 1943 au plus tard.

Enseignement

Par décision n° 565 E. du :

7 septembre 1943. — Durant l'année scolaire 1943-1944, les agents des travaux publics dont les noms suivent :

Kouévi Joseph, maître-ouvrier charpentier de 7<sup>e</sup> classe du cadre local indigène des travaux publics, Gbenyedji Mathias, forgeron auxiliaire, sont mis à la disposition du chef du service de l'enseignement pendant 12 heures par semaine et serviront comme moniteurs d'enseignement du travail manuel à l'école primaire supérieure de Lomé.

Une quote-part fixée aux 4/15 de la solde de ces ouvriers sera imputée au chapitre XII — 10 — 2.

Par décision n° 569 E. du :

8 septembre 1943. — Sont admis, par ordre de mérite, en 1<sup>re</sup> année de l'école primaire supérieure et du cours complémentaire de l'école Notre-Dame des Apôtres de Lomé, les élèves dont les noms suivent :

1<sup>o</sup> ECOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE

- 1<sup>o</sup> — Lawson Christian.
- 2<sup>o</sup> — Acouéty Théodore.
- 3<sup>o</sup> — Lawson Théophile.



- 4<sup>o</sup> — Matthia Antoine.
- 5<sup>o</sup> — de Medeiros Frédéric.
- 6<sup>o</sup> — Amédégnato Patrice.
- 7<sup>o</sup> — Sidi Gibirila.
- 8<sup>o</sup> — Hountogbé Hilaire.
- 9<sup>o</sup> — Quadjovie Christophe.
- 10<sup>o</sup> — Ananou Véronique.
- 11<sup>o</sup> — Foly Dominique.
- 12<sup>o</sup> — Tettekpoe Emmanuel.
- 13<sup>o</sup> — Tenneroni Ange-Victor.
- 14<sup>o</sup> — Hounsihoué René.
- 15<sup>o</sup> — Gartey Charles.
- 16<sup>o</sup> — Sossa Arnold.
- 17<sup>o</sup> — Nabedé Pala.
- 18<sup>o</sup> — Nuglozé Jean.
- 19<sup>o</sup> — Koffi Ignace.
- 20<sup>o</sup> — Foly Louis.

## 2<sup>o</sup> COURS COMPLÉMENTAIRE NOTRE-DAME DES APÔTRES

- 1<sup>o</sup> — Lawson Eulalie.
- 2<sup>o</sup> — Edoah Félicia.
- 3<sup>o</sup> — Acouétey Véronique.

La présente décision aura effet pour compter du 13 septembre 1943.

Par décision n<sup>o</sup> 570 E. du :

8 septembre 1943. — La chambre de commerce est autorisée à accorder des bourses d'entretien aux 3 élèves de 2<sup>e</sup> année de l'école primaire supérieure dont les noms suivent :

Agbémagnon N'Sougan,  
Kpoti Augustin,  
Amétowu Martin.

La Mission Catholique de Lomé est autorisée à accorder des bourses d'entretien aux 3 élèves de l'école primaire supérieure dont les noms suivent :

Plaktor Nestor, 2<sup>e</sup> année,  
Sassou Emmanuel, 2<sup>e</sup> année,  
Silété Jean, 1<sup>re</sup> année.

Ces bourses sont valables pour l'année scolaire 1943-1944.

Par décision n<sup>o</sup> 576 E. du :

11 septembre 1943. — Un concours pour l'admission dans le cadre des instituteurs aura lieu à Lomé les lundi 25 octobre 1943 et jours suivants.

Le nombre de places mises au concours est fixé à six.

Ne peuvent faire acte de candidature que les moniteurs et agents auxiliaires titularisés de l'enseignement officiel.

## Infractions aux règlements forestiers

Par décision n<sup>o</sup> 542 AGRO. du :

28 août 1943. — M. Horth, aide conducteur après 18 mois des travaux agricoles et forestiers de l'A.O.F., chef de la circonscription agricole du sud est délégué dans les fonctions de contrôleur des eaux et forêts dans les cercles de Lomé et d'Anécho pour compter du 28 août 1943.

Ce fonctionnaire sera habilité après prestation de serment à rechercher et constater les infractions aux règlements forestiers.

## Réquisitions civiles

Par décision n<sup>o</sup> 547 A. P. A. du :

31 août 1943. — Sont désignés comme membres non fonctionnaires de la commission chargée d'évaluer les indemnités à régler aux prestataires pour les réquisitions ordonnées par les autorités civiles :

M.M. Siaut, agent fondé de pouvoir de la Société Générale du Golfe de Guinée, représentant le commerce,

Huard, agent fondé de pouvoirs de l'Union Electrique Coloniale, représentant l'industrie,

Augustino de Souza, notable-propriétaire, représentant l'agriculture.

## Rôles

Par arrêté n<sup>o</sup> 472 C. D. du :

1<sup>er</sup> septembre 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, afférent à l'exercice 1942 et dont le détail suit :

Rôle N <sup>o</sup> 32 — Lomé-Trésor . . . . .	133.021
--	---------

La date de mise en recouvrement est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1943.

Par arrêté n<sup>o</sup> 473 C. D. du :

1<sup>er</sup> septembre 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, afférents à l'exercice 1943 et dont le détail suit :

Rôle N <sup>o</sup> 33 — Lomé-Trésor . . . . .	206.937
Rôle N <sup>o</sup> 34 — Agence Lomé . . . . .	1.928
Rôle N <sup>o</sup> 35 — Agence Anécho . . . . .	164
Rôle N <sup>o</sup> 36 — Agence Atakpamé . . . . .	1.287
Rôle N <sup>o</sup> 37 — Agence Palimé . . . . .	1.813
Rôle N <sup>o</sup> 38 — Agence Sokodé . . . . .	1.939
Rôle N <sup>o</sup> 39 — Agence Mango . . . . .	222
Total . . . . .	214.290

La date de mise en recouvrement est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1943.

## Terrain domanial

Par décision n<sup>o</sup> 543 Dom. du :

28 août 1943. — Une commission composée de :

M. le directeur du service des travaux publics ou son délégué . . . . .	Président
M. le conservateur de la propriété foncière,	
Un représentant de la Mission Catholique,	Membres

se réunira sur convocation de son président à l'effet d'évaluer le terrain urbain, bâti, sis à Lomé, parcelle n<sup>o</sup> 63, Feuille 2, du plan allemand de Lomé, appartenant à la Mission Catholique.

Il sera dressé un rapport succinct en 4 exemplaires contenant un détail descriptif et estimatif.

## Textes publiés à titre d'information

### Station de Dalaba

N° 1316 bis A. P. A. — Par arrêté du gouverneur de la Guinée Française en date du :

2 mai 1943. — Le tarif provisoire de la journée de séjour des particuliers à l'établissement de convalescents de Dalaba est fixé pour l'année 1943 à 100 francs.

Le tarif provisoire par enfant est fixé comme suit :

Enfant de plus de 5 ans et de moins de 12 ans	50 francs
Enfant de moins de 5 ans	25 francs

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### DOMAINES

##### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans la délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1264, déposée le 16 août 1943 le sieur Fanayédé Tsékou, profession de cultivateur, demeurant à Lomé (Tokouin) et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, complanté de cocotiers, d'une contenance totale d'environ 76 ares 37 centiares, situé à Lomé (Tokouin), cercle de Lomé, borné au nord par terrain à Michel Kokou Katémépi, à l'est par terrain à Noudanou Kotomissah Alihoé, au sud par terrain à Togbé Kloussé, à l'ouest par marécage.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1265, déposée le 3 septembre 1943 le sieur Kpodar Asiogbovi dit Asiogbovi, profession de planteur, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, portant une maison d'habitation en terre de barre avec dépendances, d'une contenance totale

de 4 ares 20 centiares, situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé; borné au nord par terrain à Latévi Lawson, à l'est par terrain à Augustin Kupodé, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par la rue de Jeanne d'Arc.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1266, déposée le 6 septembre 1943, le sieur Justus Gunn, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire, au nom et pour le compte du sieur Georges Mensah Gunn, retraité des postes, demeurant à Sekondi (Gold-Coast), majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares 75 centiares, situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé, borné au nord par terrain à Peter Ayivor, à l'est par la rue de Kamina, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par terrain à Bernard O. Alar.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Georges Mensah Gunn et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
R. de GUISE.

#### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le jeudi 28 octobre 1943 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de trapèze sur lequel se trouvent une maison en briques cuites et ciment à étage, d'une contenance de 7 ares 41 centiares, et borné à l'ouest par la rue du maréchal Gallieni, au sud par Augustin Anthony, à l'est par héritiers Th. Anthony, au nord par les héritiers de Follivi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anthony John Agbéfu, planteur, demeurant à Lomé, domicilié à Woamé (subdivision de Klouto), agissant en son nom et pour son compte personnel, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 28 juillet 1943, n° 1259.

Le samedi 30 octobre 1943 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida subdivision de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier planté de cocotiers, d'une contenance de 1 hectare 23 ares 25 centiares, et borné au nord par terrain à Afangbédji Sakossou et Alipi Kpôtsi, à l'est par terrain à Kotokou, au sud par terrain à Agbavi, au sud-ouest par terrain à Aliké Eklou, à l'ouest par terrains à Ahogbé Kpotsi et Charles E. Assah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Olympio Sylvanus, agent de commerce à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 26 juillet 1943, n° 1258.

Le samedi 6 novembre 1943 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé (subdivision de Lomé), cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, sur lequel se trouvent édifiés un bâtiment à usage de boutique (occupé par la société G. B. Ollivant) et diverses constructions en matériaux légers, à usage d'habitation, d'une contenance de 9 ares 33 centiares, et borné à l'est par l'emprise du chemin de fer Lomé-Palimé, au sud par terrain au gouvernement, à l'ouest par la route Lomé-Palimé et au nord par Aziagbé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dossou Agbanavor, charpentier, demeurant à Noépé (subdivision de Lomé) agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 28 juillet 1943, n° 1260.

Le samedi 6 novembre 1943 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, (subdivision de Lomé), cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, d'une contenance de 18 ares 64 centiares, et borné à l'est par la route de Lomé à Palimé, au sud par James Gbogbo, à l'ouest par Agbanowo et au nord par ter-

rain à la S. C. O. A., dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mensah Gadessé, cultivateur, demeurant à Noépé, subdivision de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 28 juillet 1943, n° 1261.

Le mercredi 10 novembre 1943 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Hlinsi, cercle d'Anécho, consistant en un terrain de culture, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 hectares 87 ares 52 centiares, et borné au nord par Thomas Kouovi Forson, au sud par la voie ferrée Lomé-Anécho, à l'ouest par Alougba Tahoulizo et Joseph Adouayi, à l'est par Kokoroko Akueson, Roderich Sallah et M. Foli Botsoe, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Emmanuel Comlanvi Bruce, planteur, demeurant à Anécho au quartier Hlinsi, agissant en qualité d'administrateur des biens de la collectivité James Amoussou Bruce, suivant réquisition du 3 août 1943, n° 1262.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
**R. de GUISE.**